

Les responsables RWF d'arrondissement

Tournai-Ath-Mouscron

Olivier DUBRAY, 46 boulevard de l'Est, 7800 Ath ☎ 0495/54.66.28

Soignies

Bernard ROLAND, 71 rue Tumélaire, 6000 Charleroi ☎ 071/32.56.37

Thuin

Paul-Henry GENDEBIEN, 38 Jevigné, 4990 Lierneux

Mons

Yvon NORMAIN, 465 rue de la Frontière, 7370 Dour ☎ 065/65.46.45

Charleroi

André LIBERT, 24A rue Hougaerde, 6142 Leernes ☎ 071/52.60.96

Brabant wallon

Joël GOFFIN, 14 rue Bayard, 1420 Braine-L'Alleud ☎ 02/384.16.05

Bruxelles et périphérie

Marc WILMET, 174/26 avenue Huysmans, 1050 Bruxelles

Contact : Jean DUFRANE ☎ 02/742.29.36

Namur-Dinant

Janine DEMOULIN, 11/5 avenue de Smet de Nayer, 5000 Namur
☎ 081/22.84.83

Liège-Huy

Maurice LEBEAU, 43 voie de la Hayette, 4761 Saive ☎ 04/370.23.53

Verviers

José CRUTZE, 7 rue Marie Louise, 4910 Theux ☎ 087/53.11.64

Province de Luxembourg

Steve JACOB, 6 rue du Chauffour, 6769 Houdrigny ☎ 0495/28.09.02

Le Bureau exécutif provisoire du RWF

Paul-Henry GENDEBIEN, Président — **Maurice LEBEAU, André LIBERT & Claude HENRARD, Vice-Présidents** — **Jean-Noël MARQUEBREUCQ, Secrétaire général, Steve JACOB, Secrétaire général-adjoint** — **Denis MORISOT, Trésorier** — **Joël GOFFIN, Mauricette MATHIEU, Jean-Paul CONRARDY, Jean DUFRANE et Janine DEMOULIN.**

Belgique - België
P.P.

1420 Braine-l'Alleud 1
n° 68910

 **Trait d'Union**

**RASSEMBLEMENT
WALLONIE - FRANCE**



Editeur responsable : Paul-Henry Gendebien,
Chemin du Lorgnon 38 à 4990 Lierneux
Trimestriel - Première année - n° 3 - avril 2000
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editorial

Verhofstadt a épuisé son état de grâce

Nombreux sont ceux qui, de bonne foi ou par naïveté, avaient « voté pour le changement » le 13 juin 1999. Nous en connaissons beaucoup, parmi ceux-là, qui s'en repentent aujourd'hui. Ce que le RWF-RBF avait annoncé commence à se vérifier. La déception est évidente : le gouvernement Verhofstadt gère pour l'instant à la très petite semaine, sans planification et sans coordination. Il colmate tant bien que mal les brèches qui ne cessent d'agiter sa coalition, s'efforçant de parer au plus pressé et de minimiser les querelles répétées qui surgissent entre les six partis (et demi, avec la Volksunie) de la majorité.

Cette agitation fébrile et brouillonne d'un gouvernement qui a épuisé son état de grâce et qui a mangé son dernier morceau de pain blanc ne pourra pas longtemps masquer la nature du régime : un régime finissant... Et personne ne sera longtemps dupe des réformettes mal préparées et mal exécutées dont se vante tel ou tel ministre : ainsi, par exemple, de la désastreuse et démagogique nouvelle procédure de comparution immédiate du populiste Marc Verwilghen, Ministre de la Justice.

Ces réformettes ne sont que des placebos imaginés pour montrer qu'il y a encore un gouvernement belge et pour sauver in extremis un régime usé et une monarchie profondément inquiète pour son propre avenir. Pour répondre à cet objectif, et parce qu'il ne peut rien faire d'autre, Verhofstadt a inventé une stratégie subtile : s'arc-bouter sur une position immobile, craindre les coups de vent violents, éviter les bourrasques qui pourraient jeter à bas l'édifice belge. En un mot, faire le gros dos à l'avance devant la prochaine marée des périls communautaires, comme pour conjurer la plus accablante des prémonitions. Car cette montée, chacun la pressent, la devine, la redoute ou la juge inéluctable. Beaucoup pensent qu'il s'agira d'une nouvelle et gravissime crise des nationalités. Pour la Flandre il s'agira d'une « avancée » supplémentaire vers la concrétisation d'un « Vlaamse Staat in Europa ». Alors, en haut lieu, on fait tout pour éloigner ce calice. Avant de se raidir, le régime met à l'épreuve un vocabulaire et un discours qui déjà empruntent à la propagande et à la censure. Les médias officiels sont priés de se mettre au pas.

On en vient à nier l'existence même d'un contentieux entre communautés. La Wallonie devient la Belgique du Sud. Le Ministre-Président de Wallonie Di Rupo a ordonné que les documents et lettres de son gouvernement portent l'en-tête « Royaume de Belgique ». Hasquin fait passer l'accord de la Saint-Eloi sur le financement de l'enseignement via les recettes TVA pour une victoire alors que c'est une défaite francophone. La périphérie et les Fourons sont aussi mal traités que sous Dehaene...



Et tandis que le gouvernement rétablit la sinistre inspection linguistique dans la périphérie, Michel parle de « nouvelle Belgique » avec une jouissance inconvenante et sans mesurer ses propos. Ducarme n'est pas en reste et déclare : « la Flandre a changé, croyez-moi ! ». Rien ne nous est épargné : on donne au peuple un conte de nourrice à dormir debout en le berçant de rêves puérils faits de princes et de princesses. Soit ! Mais, derrière cette opération, c'est toute une reprise en main politique qui est escomptée avec des développements ultérieurs dont on reparlera. Louis Michel et Elio Di Rupo sont complices. Tétanisés par le risque de déchirure belge, ils se sont mis en devoir de préparer les Wallons et les Bruxellois à de nouvelles concessions lourdes : d'où leur politique dérisoire du « bisou-bisou » avec la Flandre. Non seulement ils sont incapables de s'opposer sérieusement aux ambitions historiques du mouvement flamand, mais ils préparent l'opinion wallonne à s'assouplir encore davantage et demain à consentir au programme flamand.

Le PRL-FDF et le PS croient gouverner la Belgique. En vérité ils ne sont que les exécutants d'une stratégie qu'ils ne maîtrisent pas. Toutefois nous ne sommes pas, nous autres Wallons et Bruxellois, condamnés au pessimisme. Il y a même un véritable espoir d'assister à l'échec de la stratégie mise en place par les piliers du régime. En effet, Verhofstadt et son gouvernement sont obligés de concilier deux attitudes contradictoires et de louvoyer entre elles. D'une part, il s'agit d'éviter toute secousse institutionnelle à la Conférence sur la réforme de l'Etat (Corée). D'autre part, il faut donner assez de gages et de satisfactions substantielles au nationalisme flamand avant les élections communales d'octobre 2000.

Cette contradiction en forme d'acrobatie, le Gouvernement ne pourra pas l'assumer très longtemps. D'autant que les coups de boutoir du mouvement flamand seront aussi redoutables demain qu'ils ne le furent hier quand il s'était agi de faire plier le gouvernement Tindemans coupable d'avoir signé le Pacte d'Egmont.

En vérité la Belgique qui n'est plus qu'une apparence d'Etat a perdu la capacité de se réformer sans se casser. Car la Flandre n'a plus de projet pour la Belgique et la Belgique n'est plus un projet pour la Wallonie.

Notre parti s'est créé pour aider la Wallonie et Bruxelles à franchir une nouvelle et grande étape : notre réunion à la France. C'est là, et là seulement, que nous pourrions conclure un vrai contrat d'avenir.

Paul-Henry Gendebien

**Encore
quelques pages
à tourner
et vous êtes
en France.**



LE PLUS SIMPLE C'EST ENCORE D'Y ALLER EN TGV

TGV
BRUXELLES-FRANCE

Publicité de la SNCB dans *La Libre Belgique* du 21.3.2000

CLAUDE HENRARD VOIT L'AVENIR EN BLEU-BLANC-ROUGE.

Interviewe Claude Henrard, président du RWF. *Le Jour-Le Courrier*, 4.3.2000.



Dessin annonçant les Midis de l'audiovisuel de la Fnac du 28.3.2000

♦ Le clash pour bientôt ?

— C'est bien parti : 400 personnes étaient le 24 novembre à Charleroi pour le Congrès fondateur du Rassemblement Wallonie-France et depuis des sections se créent dans tous les arrondissements.

Le temps était venu de passer à la vitesse supérieure. Dès lors avec des membres de différents mouvements comme Retour à la France, Wallonie Libre, l'Alliance démocratique wallonne, etc, nous avons décidé de fonder un vrai parti qui puisse peser sur l'échiquier électoral. Avec pour ambition de préparer « l'après-Belgique », dès maintenant. Je suis convaincu que le clash sera pour bientôt : c'est inéluctable. Les Flamands, et c'est leur droit, vont très vite prendre leur indépendance. Dans deux, cinq ou dix ans maximum. Tout nous l'indique. Il s'agit pour nous d'avoir une réponse. Pour nous, la réponse la plus réaliste est le retour pur et simple à la France, berceau de notre langue et de notre culture. Il nous faut réveiller la conscience wallonne tout en rassurant les gens qui ont forcément peur du changement.

Outre les évidentes raisons de culture, de langue, d'histoire et d'affinités, il existe un paquet de raisons objectives et économiques pour rejoindre la France, qui est quand même la 4^{ème} puissance économique au monde.

♦ Ce serait la 4^{ème} région française...

— Les gens se posent ce genre de question : est-ce que je garderais ma pension ? Mais la bonne question serait : est-ce que j'aurais encore une pension quand la Belgique disparaîtra ? Est-ce que la Wallonie toute seule pourrait me la garantir ? La Wallonie restera ce qu'elle est, avec ses spécificités et ses coutumes. Il y aura simplement moins de ministres et de parlementaires. Mais nous serons, avec Bruxelles, la quatrième région de France en importance, et non une 23^{ème} que la France snoberait.

Quoiqu'il advienne, ne vaut-il pas mieux se préparer et négocier en position de force ? Nous n'irons pas à la France avec une zone désertique, mais bien équipée, structurée, on comptera en France et pas pour du beurre tout en ayant la sécurité d'un grand Etat. C'est ça que nous voulons dire aux gens.

♦ Et Bruxelles, et Eupen ?

— Bruxelles. Le mot est lancé.

C'est pour beaucoup la seule chose avec la dette - qui maintienne encore la Belgique ensemble. Certes, la Flandre ne voudra pas y renoncer, mais le RWF réclame pour Bruxelles un référendum par lequel les habitants pourraient se déterminer eux-mêmes sur leur avenir. Nous avons créé une section à Bruxelles qui est très bien partie elle aussi. Les électeurs FDF commencent à se rendre compte que leur parti est pris au piège de la participation au pouvoir et commencent à nous rejoindre.

♦ Et la Communauté germanophone, que devient-elle dans ce scénario ?

— Idem. Nous laisserons les gens choisir leur destin par référendum.

Etant entendu qu'elle garderait ses spécificités dans une Wallonie devenue française. Nous présenterons d'ailleurs des candidats aux élections provinciales dans le district d'Eupen.

♦ Vous voulez être un vrai parti, pas un mouvement...

— Le RWF veut être un vrai parti, pas un mouvement avec un seul slogan.

Il aura un programme économique, social, et même européen. Beaucoup de gens attendent quelque chose d'autre sur l'échiquier politique. Il n'y a plus de vraie opposition, plus de parti qui amène à une nouvelle réflexion, comme le Rassemblement Wallon le fut un temps, en secouant la Belgique jusqu'à la régionalisation. Nous voulons un pluralisme philosophique, idéologique qui a réussi avec le RWF et qui amène l'équilibre.



La France aime les Wallons.

Extraits du discours prononcé par **Georges Sarre**, député-maire et Président délégué du Mouvement des Citoyens, devant le Congrès du RWF à Charleroi, le 27.XI.99.

La France aime les Wallons. La France vous aime, même si vous étonnez toujours, même si vous étonnez encore les Français.



Mais, vous connaissez les Français. Vous nous connaissez même bien. Nous sommes bons républicains. En conséquence, bien sûr, nous sommes portés, tendus vers l'universel.

Nous nous interrogeons toujours, non sans une certaine ingénuité : comment peut-on être Persan ? Comment, en vérité, peut-on ne pas être Français ?

Vous, Wallons, vous avez été Français pendant une vingtaine d'années, il y a deux siècles. Je crois que vous n'en avez pas gardé un mauvais souvenir. D'ailleurs, quinze ans après Waterloo, vous auriez voulu redevenir Français. Le concert des Nations s'y est alors opposé. Puis, l'Histoire a été ce qu'elle a été. Mais, nous ne nous sommes jamais perdus de vue et d'amitié. Aux moments des pires dangers, nous fûmes toujours dans le même camp, celui de l'honneur et de la liberté. Aujourd'hui encore, nous affrontons des difficultés similaires dans un même contexte. La mondialisation libérale favorise la fragmentation politique. Alors même qu'elle conduit, chaque jour, à des concentrations financières, non seulement destructrices de l'emploi, mais aussi, de plus en plus, obstacles à une saine concurrence.

Permettez-moi, pour une fois, de prononcer trois mots dans la langue de Shakespeare : « small is beautiful ». Slogan soixante-huitard, dont on a voulu nous faire croire qu'il était la maxime du bonheur. Slogan ravageur, puisqu'il condamne toute ambition collective, toute véritable hauteur de vue. Slogan mensonger car, pour ceux qui l'inspirent, seuls sont beaux les citoyens et les Etats qui se confinent dans la petitesse. Ils sont beaux, car ils ne s'opposent pas, ils ne s'opposent plus aux grands, aux grands de ce monde, aux géants de l'économie et de la finance. Les Empires ont tout intérêt à n'avoir devant eux que des nains politiques, une multitude de nains politiques, dociles, trop petits pour contester, pour maîtriser nouvelles données et nouvelles technologies, empêtrés dans de mesquines querelles de voisinage. (...)

Ceux des autres Etats, qui veulent encore plastronner pour faire encore illusion, au moins devant leur propre peuple, lui (*ndlr : les Etats-Unis*) servent de supplétifs empressés et prévenants. Les plus minuscules des Etats ne sont pas les moins inutiles ; ils servent de paradis fiscaux et de blanchisseries pour argent sale. Le discours moral, déversé à satiété, sert à couvrir toutes les turpitudes.

Si l'Europe se construisait à partir des peuples, sur la base des nations, elle pourrait devenir un rempart efficace contre cet univers du tout-profit individualiste, pour ne pas dire égoïste. Elle pourrait mobiliser bien au-delà des limites de notre continent. Mais, la construction européenne se comporte en simple modalité régionale de la mondialisation. Alors, elle cherche aussi à casser les vieilles nations d'Europe occidentale. Ces cadres dans lesquels les citoyens peuvent s'opposer à l'emprise des marchés. (...)

Le maintien des Etats tels qu'ils sont reste donc la meilleure des solutions. Pourtant, il existe parfois des situations regrettables où d'autres solutions s'imposent. Car, en définitive, le premier des droits de l'homme est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Oui ! Il faut le dire ! Le répéter sans relâche ! Le premier des droits de l'Homme est la possibilité pour chacun d'être citoyen c'est-à-dire de pouvoir participer pleinement et librement à la souveraineté nationale. Il ne saurait y avoir de liberté individuelle sans liberté de la Patrie. Les constituants de 1789, eux, l'avaient bien compris en promulguant dans une même déclaration les droits de l'Homme et du Citoyen. Aujourd'hui, l'un ne va pas sans l'autre ; ils sont indissociables. La France ne peut l'oublier. Les Français doivent s'en souvenir. C'est sur cette conception de la citoyenneté que repose le pacte social qui fonde encore et toujours la République Française.

Ceux qui le souhaitent peuvent rejoindre la République Française, pourvu qu'ils respectent un certain nombre de conditions, celles prévues par la loi. Ainsi, chaque année, la France accueille par naturalisation une centaine de milliers de nouveaux citoyens. Elle pourrait en accueillir d'autres, quelques millions au besoin, par d'autres voies, celles de l'autodétermination. Dans ce domaine, la République ne veut rien imposer, ne réclame rien, ne prétend à rien. La seule chose qui l'intéresse, c'est le choix libre et conscient des hommes et des femmes, c'est le comportement réfléchi des citoyens.

Quel que soit l'avenir, quelle que soit la libre détermination des Wallons et des Bruxellois, quelle que soit votre libre décision, si la question se pose, les Français continueront, nous continuerons à vous aimer. Entre nous, il existe le lien fort de la culture, même si l'histoire nous a toujours séparés, en dehors des deux décennies de la Révolution et de l'Empire. Dès le traité de Verdun, nous étions séparés. Au septentrion, d'autres terres appartenaient au royaume de Francie occidentalis. Mais la République ne s'en remet pas à des droits historiques, qui seraient bien archaïques. La République repose sur le choix des citoyens, sur un plébiscite de tous les jours.

Wallons et Bruxellois, votre avenir vous appartient, il n'appartient qu'à vous.

Vous retrouverez cet appel sur le site internet du RWF

<http://www.ifrance.com/rwf>

courrier électronique : **rwf@ifrance.com**

PEUPLE WALLON, REVEILLE-TOI !

par Jean-Noël Marquebreucq, Secrétaire Général du RWF.

Mathilde & Di Rupo, les « sœurs sourire » ô combien médiatisées de notre petit monde de la politique spectacle nous assènent quotidiennement via les antennes radio et T.V. : « La Belgique est belle et la Wallonie va mieux ».

Et le bon peuple de Wallonie de s'endormir confiant, loin des cauchemars hier encore si angoissants des affaires Cools et Dutroux, des menaces de régionalisation de la sécu, de la fiscalité, des harangues de Van den Brande, des aboiements du Vlaams Blok.

Aujourd'hui, la Belgique s'est autoproclamée terre de concorde et championne de la défense des droits de l'homme et du citoyen. Ne sommes-nous pas les pourfendeurs de l'affreux Pinochet et de l'infréquentable Haider ? Reconnaissons-le, en quelques mois le nouveau gouvernement a réussi un tour de force sans précédent : il a remplacé la politique, gestion de la chose publique et organisation de la société et du bien commun, par le spectacle. Hier encore, on utilisait l'effet d'annonce, aujourd'hui plus d'annonce, seul l'effet compte, on n'annonce plus rien.

On n'annonce plus car les décisions importantes, loin de celles qui réglementent le poids des pétards de la Saint-Sylvestre, des Joyeuses Entrées ou du tour de Wallonie des ministres régionaux, celles qui pèsent sur nos vies et celles de nos enfants se prennent discrètement.

Il ne se passe rien dans notre royaume, peuple wallon, ne te réveille pas, affaibli et minorisé, assommé par le déclin économique, dors bien dans ce lit toujours plus petit car sans cesse grignoté par la Flandre et l'establishment d'un Etat que tu as créé et qui s'appelle Belgique. Cet Etat que tu voulais Nation, terre de citoyenneté, cet Etat auquel tu t'es sacrifié jusqu'à faire de tes enfants des citoyens sans Histoire; cet Etat qui aujourd'hui voudrait qu'ils n'aient pas de futur.

Dors, dors bien peuple wallon, quand tu seras réveillé, l'Histoire t'aura oublié ! A moins que quelques centaines d'entre tes fils réunis à Charleroi il y a quelques mois aient entonné un chant assez puissant pour que tu tendes l'oreille. A moins que vous, lecteur, sympathisant, membre du RWF ne réveilliez notre terre de fraternité, de citoyenneté. A moins que notre mobilisation ne soit assez puissante pour nous rappeler que les peuples ont le droit d'affirmer leur existence. Qu'enfin, nous sortions de l'ancien régime pour naître à nous-mêmes. Que finalement, confiants et fiers de ce que nous sommes, nous choissions de nous battre pour nos emplois, notre économie, nos écoles, notre culture, notre démocratie, notre nation.

Le redressement wallon passe par une révolution institutionnelle qui nous permettra de quitter le statut de sujet pour atteindre la citoyenneté. Hors de l'organisation de cette citoyenneté, le peuple de Wallonie continuera de dépendre d'un Etat qui pour lui n'a plus qu'un projet : le maintenir dans un demi-sommeil qui garantit sa docilité. Docilité bien utile pour qu'à travers le Bénélux, le passé nous rattrape dans une construction qu'on nous présentera comme un petit modèle d'une prétendue grande Europe qui en vérité sonnera le glas de notre existence.

Comment s'affilier au Rassemblement Wallonie-France ? Mettez vos convictions en pratique !

Prenez votre plus belle plume et remplissez un bulletin de versement reprenant les coordonnées du Rassemblement Wallonie-France ainsi que le numéro de compte **000-0700633-02**.

N'oubliez pas d'indiquer votre nom et la mention Cotisation RWF 2000 en communication. Dès réception du montant, nous vous enverrons votre carte de membre.

Le montant des cotisations est fixé comme suit

Etudiant – chômeur – retraité : 500 francs
Membre ordinaire : 750 francs
Membre d'honneur : à partir de 1000 francs



Vous désirez en faire plus ?
C'est pour vous que le RWF a créé
le fonds de combat 000-0655686-63.

N'oubliez pas d'indiquer votre nom
et la mention Fonds de Combat en communication.

Vous désirez nous écrire ?

Adresse de contact ✍

Jean-Noël Marquebreucq, Secrétaire Général -
Rassemblement Wallonie-France, BP 28, 1050 Ixelles 1

Les militants et sympathisants qui n'auraient pas été invités
aux réunions d'arrondissement et qui souhaitent y participer
sont priés de se faire connaître auprès d'un responsable
RWF (repris en dernière page du bulletin).



Revue de presse

♦ Qu'est-ce que vous êtes venu dire aux Wallons ?

— Je suis venu leur dire qu'ils se trompent s'ils croient que la France leur est indifférente. On parle de plus en plus chez nous du divorce belge, selon la formule d'Outers. Un divorce qui apparaît de plus en plus inéluctable.

Quelle serait la réaction de la France dans cette hypothèse ?

— Appartenir à la France, c'est adhérer à ses valeurs républicaines, les partager. Si une volonté de libre adhésion venait à s'exprimer chez vous, les portes seront grandes ouvertes. Vous ne devez en tout cas pas vous laisser imposer votre liberté. La liberté, c'est un choix personnel, un risque.

Une culture commune, est-ce suffisant ?

— C'est en tout cas important. Il n'y a pas de race française, il y a des gens de toutes origines qui partagent cette culture. C'est pourquoi la France est multiraciale, et ne doit pas être multiculturelle.

La Meuse, 29.11.99. Paul-Marie Couteaux, député RPF au Parlement européen.

♦ Cette détente survivra-t-elle à l'expérience toute fraîche des nouveaux dirigeants ? On le souhaite, mais rien n'est moins sûr. Une décripation comparable avait été observée lors de l'installation du premier gouvernement Martens-Gol (chrétien-libéral), en 1981. Elle fut, hélas, éphémère. On peut donc craindre que les affabilités actuelles relèvent de l'écume des jours, impuissante à contrarier les — mauvais — courants profonds.

La Belgique finira-t-elle par éclater ? A supposer que l'évolution du pays nous mène au séparatisme, il faudrait alors se poser une autre question : la Région wallonne doit-elle vraiment s'instituer en république indépendante ? Ou ne peut-elle envisager de rejoindre une autre République, la France, présente à ses côtés avec une étroite communauté de langue, de culture, de mode de vie, de sensibilités humaines, d'affinités économiques et sociales ? Bien sûr, la question n'est pas d'actualité. Et le sentiment *rattachiste* (ndlr : le RWF utilise les termes *réunionisme* et *réunioniste*) — s'il fallait disqualifier une option, on ne saurait trouver un adjectif plus péjoratif — est encore très minoritaire en Wallonie. Mais au moins faut-il que les Wallons prennent conscience que plusieurs options leur seraient ouvertes si, un jour, le climat devenait irrespirable à l'ombre du drapeau belge. (...)

Le Vif l'Express, 24.9.99. Editorial de Jacques Gevers.

♦ Vous appartenez au parti flamand le plus nationaliste.

Quelle est sa position ?

— L'attitude des Wallons qui consiste à s'accrocher désespérément à la Belgique est conservatrice et basée sur la peur. La Wallonie ferait mieux de croire en elle et de se construire une place en Europe comme la Flandre est en train de le faire.

Car l'Europe donne une nouvelle réalité aux régions et fait diminuer l'utilité de la Belgique. Nous avons déjà le niveau de la municipalité, de la région et de l'Europe, le niveau belge n'est pas nécessaire. Les Wallons pensent que l'on pourra bricoler ça et là les institutions, mais c'est une illusion. Si on ne les change pas aujourd'hui, cela se fera dans quatre ou huit ans. Je suis sûr qu'il n'y a pas d'avenir pour la Belgique. Je ne suis pas séparatiste, mais il faut aller vers le confédéralisme. Nous avons très peu de choses à partager avec la Wallonie : Bruxelles et peut-être une armée. Mais, même là, je préférerais une armée européenne. Il est vrai que mon parti va le plus loin dans ce sens, mais même les chrétiens-démocrates évoluent et pensent qu'il faut renouveler les institutions.

Libération, 11.11.99. Patrick Vankrunkelsven, ex-Président de la Volksunie.

♦ Pas de nouveau climat communautaire, donc ?

— Mais pas du tout... C'est malsain de tenir un tel langage. Sur le terrain, la situation est de plus en plus difficile à vivre. Les délais pour obtenir la ratification de nos décisions sont de plus en plus longs. Pour l'instant, la gestion d'une commune à facilités prend quatre fois plus de temps que celle d'une commune normale. Et les crédits budgétaires ne sont débloqués qu'en fin d'année.

La Libre Belgique. Myriam Delacroix, Bourgmestre de Rhode-Saint-Genèse.

♦ Je me rends compte que dans ce pays, il y a ceux qui peuvent tout dire et ceux qui ne peuvent même pas rouspéter ou protester. En Belgique, il y a toujours deux poids, deux mesures et ce qui est vrai en sport est vrai partout. Les Flamands peuvent s'exprimer. Ils sont majoritaires et nous, les petits minoritaires. Si on veut garder la Belgique, on doit se taire. Cela va continuer un certain temps, mais le cancer communautaire existe en Belgique; il y a simplement des périodes de rémission quand il y a des Joyeuses Entrées, quand les Diables rouges commencent à moins perdre. Mais chassez le naturel, il revient au galop. Ce qui s'est passé n'est qu'un épiphénomène d'une volonté de prédominance flamande. Je ne me fais plus d'illusion sur le sort de ce pays, ni sur celui du Comité olympique et des institutions nationales.

Le Soir, 12.1.2000. Robert Collignon (sur l'affaire Dedeker-Housiaux au COIB).

♦ On n'en a guère parlé jusqu'ici dans la presse (à part une mention dans *Le Soir*). Pourtant, la nouvelle étonnera les politologues avertis, et elle intéressera peut-être les futurs historiens : le parti pour le rattachement de Bruxellois à la France vient de naître ! Plus exactement, il s'agit de la section bruxelloise du RWF (ndlr : RWF-RBF), Rassemblement Wallonie-France, créé l'an dernier par l'ex-Président du Rassemblement wallon Paul-Henry Gendebien. (...) Les nouveaux militants se sont réunis à une cinquantaine lundi soir, dans un restaurant près de la Place du Congrès, et ils ont choisi comme président le professeur Marc Wilmet (romaniste de renommée internationale).

Le Matin, 25.2.2000.